AU LENDEMAIN

DE LA

GRÈVE GÉNÉRALE

Organisation Communiste du Travail

PAR

E. GIRAULT

Prix : 20 Centimes

PUTEAUX
LA COOTYPOGRAPHIE (société ouvrière d'imprimerie)
100, Rue de la République, Téléphone 105

1903

Au Lendemain

de la

Grève Générale

Organisation Communiste du Travail

PAR

E. GIRAULT

Prix : 20 centimes

EN VENTE

Au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel ;
A *l'Homme Libre*,
A la Commission de la Grève Générale (Confédération);
Et chez l'auteur, 36, rue de la Montagne-Ste-Geneviève, Paris.

PUTEAUX
LA COOTYPOGRAPHIE (SOCIÉTÉ OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE)
OUVRIERS SYNDIQUÉS
100, Rue de la République.

1903

AU LENDEMAIN

DE LA

Grève Générale

Organisation Communiste du Travail

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Considérations scientifiques sur l'inéluctable transformation économique.

Pour qui s'élève au-dessus de l'étude superficielle de l'Histoire, de sa chronologie, de ses batailles et de ses luttes politiques, il apparaît manifestement que depuis les origines de l'Humanité, les efforts des individus, des groupes, des collectivités et même des nations ont toujours tendu à la réalisation d'une somme sans cesse plus grande de bien-être.

Comme l'ordre naturel, l'ordre social est en perpétuelle transformation. La société d'aujourd'hui ne ressemble pas à la société d'hier et la société de demain ne sera pas telle que la société présente. Nous sommes donc en droit de prévoir et d'envisager — dans la mesure de nos connaissances — quelles seront les transformations qui pourront donner à l'individu, au groupe, à la nation, à l'Humanité, la plus grande somme de bonheur.

Mais avant cherchons un peu les causes profondes qui conduisent le *Monde* vers des réalisations successives de plus grand bien-être. C'est d'abord la cause primordiale de l'instinct de conservation, cause biolo-

gique qui engendre la lutte pour la vie. Puis apparaissent deux effets, deux conséquences de cette cause essentielle : *l'égoïsme* et *l'altruisme*.

Le sentiment d'égoïsme appartient à tous les animaux; principalement aux animaux supérieurs et surtout à l'homme.

Tout animal, quel qu'il soit, dit le naturaliste Edmond Perrier, recherche constamment les meilleures conditions de vie, la plus grande somme de bien-être. La loi d'adaptation, pour lui, c'est la recherche du milieu le plus favorable à la satisfaction et au développement de ses organes.

Hæckel définit aussi l'égoïsme et l'altruisme :

L'Homme fait partie du groupe des vertébrés sociables, et il a, par suite, comme tous les animaux sociables, deux sortes de devoirs différents : premièrement envers lui-même et secondement envers la société à laquelle il appartient. Les premiers commandements de l'amour de soi *(égoïsme)*, les seconds, ceux de l'amour du prochain *(altruisme)*. Ces deux sortes de commandements naturels sont également légitimes, également normaux et également indispensables. Si l'homme veut vivre dans une société ordonnée et s'y bien trouver, il ne doit pas seulement rechercher son propre bonheur, mais aussi celui de la communauté à laquelle il appartient.

Ces deux penchants en lutte sont des lois de la nature également importantes et également indispensables : *l'égoïsme* permet la conservation de l'individu, *l'altruisme* celle de l'espèce constituée par la chaîne des individus périssables (1). »

Stuart Mill, dans son *Utilitarisme*, dit :

La grande majorité des actions tend au bonheur individuel dont est composé le bonheur général.

M. de Lanessan indique de même d'où proviennent les deux facteurs d'égoïsme et d'altruisme :

L'homme a des besoins tellement urgents qu'il ne peut manquer de les satisfaire sans s'affaiblir lui-même et affaiblir sa descendance.

De là, égoïsme.

Il ne faut pas croire, en effet, que l'homme vive en société parce qu'il veut bien. Il y est contraint, comme tous les êtres de la nature, par une nécessité inévitable.

C'est un fait rigoureusement scientifique que nul être vivant ne peut vivre isolé sans succomber dans la lutte pour l'existence à laquelle il est condamné.

(1) *Les Enigmes de l'Univers*, d'Ernest Hæckel.

Il en est, à cet égard, des hommes comme des animaux. La vie en société est une nécessité pour eux. L'association, c'est-à-dire « l'aide pour l'existence », est indispensable à leur conservation et à leur évolution progressive.

D'où résulte l'altruisme. Et il ajoute :

En refusant aux ouvriers le droit de mettre en commun leurs forces et les produits de leur travail, en entravant le droit qu'a tout homme de communiquer ses pensées à son semblable, de se réunir aux autres hommes, de s'associer à eux, nos lois restrictives condamnent une partie de l'Humanité, non seulement à la misère et à la faim, mais encore à la dégradation physique et intellectuelle (1).

D'après les travaux des grands physiologistes Jean Muller et Max Verworn, on peut admettre que l'égoïsme et l'altruisme sont des conséquences même de l'organisation cellulaire de la matière vivante.

La cellule individualisée (protozoaires, microbes, bacilles, etc.) ou histique (c'est-à-dire associée pour former les tissus des autres animaux et des plantes) vit d'abord pour elle-même. Elle s'assimile des produits, en excrète d'autres, acquiert certaines proportions et se divise pour se reproduire. Mais par le fait qu'une cellule est associée à d'autres, elle a un rôle : celui de *tisser*, de produire, pour ses voisines comme pour elle-même, puisqu'elle ne vit qu'autant qu'elle est associée. De cette réciprocité des éléments protoplasmiques naissent ce qu'on peut appeler l'*égoïsme* et l'*altruisme* cellulaires. Ce ne sont là au début que des phénomènes physico-chimiques, c'est entendu, mais ils n'en donnent pas moins naissance dans l'ordre psychologique comme dans l'ordre social à l'*égoïsme* et à l'*altruisme* proprement dits.

Herbert Spencer démontre que la vie de tout animal le rend égoïste :

La vie animale, dit-il, entraîne une déperdition ; toute perte exige réparation ; réparation implique nutrition. A son tour, la nutrition présuppose l'acquisition de nourriture, la nourriture ne peut être obtenue sans facultés de préhension et, ordinairement, de locomotion ; et pour que ces facultés puissent s'exercer, il faut qu'il y ait liberté de se mouvoir. L'animal se meut donc et cherche la liberté pour lui, d'abord.

(1) *Le Transformisme*, par J.-L. de Lanessan. Bibliothèque matérialiste. Doin, éditeur.

Et il ajoute :

C'est ce que tout gouvernement empêche.

De ces quelques considérations scientifiques, dont je ne veux pas abuser, il résulte que les incessantes transformations économiques, les perpétuels changements d'états sociaux, en un mot l'évolution des sociétés, ne sont pas au fond une question de Droit, de Raison, de Justice ou de Morale, mais bien tout simplement une question de « naturel », de besoins, de désirs, de passions et de force.

L'individu tend à être de plus en plus heureux ; il aspire au bien-être ; par là, il est égoïste. L'association des individus, la constitution même des groupes et des collectivités, limite, sans les supprimer, les aspirations individuelles. Il en résulte l'altruisme ; mais il n'en persiste pas moins des aspirations collectives de bien-être.

Pour l'individu comme pour la collectivité il existe donc une loi fondamentale de transformation : *l'intérêt au bien-être.*

On peut alors demander ce qu'est le *Bien-être* au sens absolu du mot.

En remontant à la matière vivante il peut se définir par un équilibre physico-chimique, comme une *normale* de nutrition, d'absorption, d'assimilation et de désassimilation.

Maintenant pouvons-nous dire qu'en vertu de cette loi fondamentale il résulte des manifestations humaines, collectives ou individuelles ayant pour but d'agir sur les milieux sociaux ou plutôt sur les institutions organiques du monde afin de les transformer (1)?

Certes, oui ! Alors même que ces manifestations humaines prennent un caractère révolutionnaire. Et l'on peut affirmer que la Révolution est un attribut des sociétés humaines, comme l'énergie est un attribut de la matière ; qu'elle est pérennelle pour le règne animal s'élevant de la brutalité instinctive à la conscience et dela conscience à la volonté. C'est aussi une conséquence inéluctable des organisations sociales au sein desquelles les éléments virtuellement évolués

(1) Cette considération de l'influence des individus sur le milieu, ne contredit en rien l'influence primordiale du milieu sur les individus. Il y a corrélation.

cherchent des adaptations nouvelles en vue de leurs besoins immédiats et de leur propre satisfaction.

Quand des individus, des classes, des nations même ont pris conscience d'un nouveau besoin, d'une conquête possible de bien-être, surgit alors l'inévitable révolution. Telle est la loi historique.

La Révolution *fut* et *elle sera.*

Elle est toujours, dit « Un Girondin » de Charles Nodier, l'expression d'un *intérêt nouveau* qui lutte contre une possession ancienne.

Puisque la Révolution surgira encore demain et qu'elle sera fatalement, inéluctablement, l'œuvre de certains individus, de quelques minorités, poussant, chassant devant elles les foules à l'assaut des vieux pouvoirs qui capitalisent le bonheur des nations, comment donc se manifestera cette Révolution future ?

J'ai essayé de l'entrevoir dans la brochure précédente sur la *Grève Générale-Révolution.*

Mais une révolution, une transformation n'a lieu que lorsqu'elle change une partie des conditions économiques et sociales ; lorsqu'elle réalise des possibilités nouvelles de liberté et de bien-être, sinon pour la majorité, tout au moins pour le plus grand nombre possible.

Voyons donc quel changement déterminerait une Grève Générale dans l'ordre économique.

CHAPITRE II

La Grève Générale ne sera pas un coup de baguette magique.

Trois catégories de gens, chacune pour des raisons différentes, s'opposent à toute tentative de transformation économique et ne veulent pas admettre la possibilité d'une meilleure organisation au lendemain d'une Grève Générale.

Une première catégorie, celle des religieux et des moralistes de toutes écoles, objecte que les hommes, étant d'essence bonne ou mauvaise ne pourront jamais réaliser un milieu parfait. Il y aura toujours des bons et des méchants, disent-ils, et dans un autre état social les premiers pâtiraient encore pour les seconds.

Les vices, les passions humaines, la paresse, l'ivro-

gnerie, la jalousie, que sais-je encore, seront toujours des obtacles au bonheur de l'Humanité....

Il y a là une erreur fondamentale qui oblige ces contradicteurs à poser le problème à l'envers : l'Homme n'est ni bon ni méchant, mais bien plutôt le jouet du milieu social dans lequel il se meut ; il subit avant tout l'influence des conditions de vie et de travail. Ses actes sont toujours en rapport avec les circonstances d'éducation qui ont conttribué à son développement.

Ce n'est donc pas l'homme qu'il s'agit avant tout de transformer, de rendre bon (d'autant plus que la nature physiologique de l'homme ne sera jamais transformable tant qu'un état naturel donné permettra une existence humaine a léquate à ce milieu) (1) mais au contraire le milieu social, les institutions qui le rendent mauvais. Dans la mesure du possible où il peut agir sur les conditions économiques, l'homme doit tendre à s'entourer des facteurs les plus utiles pour lui. Plus il connaîtra et comprendra les phénomènes naturels économiques et sociaux, plus il pourra en profiter et s'en servir dans le but d'engendrer les meilleures conditions de vie et de travail.

Ainsi il deviendra meilleur par lui-même sans avoir changé pour cela de nature, vivant toujours avec les mêmes organes, le même cerveau et les mêmes nerfs, le même sang et les mêmes viscères, le même estomac et le même tube digestif.

Mais si ces viscères, ces tissus, cet encéphale trouvent leur nutrition, leurs normaux échanges et leurs nécessaires vibrations dans un milieu économique mieux équilibré ; si les passions sont assouvies, les aspirations réalisées, les désirs contentés, les besoins satisfaits, l'Homme n'aura pas de motifs à être mauvais dans un milieu meilleur, pas plus qu'il n'a de raison d'être bon dans une société déséquilibrée et mauvaise.

Les intéressés au conservatisme social, les bourgeois, prétendent que rien ne s'accomplit et ne doit s'accomplir par la violence et que ce qui est établi l'a été par la *Justice* (?) la *Raison* (?) la *Loi* (?) et que les les prolétaires, fussent-ils plongés dans la plus atroce

(1) Ce qui est une considération de plus en faveur de la théorie de l'Evolution et de l'origine naturelle de l'homme. Lorsque le milieu cosmique changera, la nature humaine changera certainement.

des misères, n'ont pas le *Droit* (?) de toucher aux institutions sociales, car il faudrait tout transformer d'un seul coup et *on* ne sait pas par quoi la société actuelle serait remplacée. Ceux-là ignorent, ou feignent d'ignorer, que la *Justice*, la *Raison*, le *Droit*, n'ont jamais présidé au déroulement de l'Histoire et que la Loi a toujours été faite par *le* ou *les* plus forts. Il ne s'agit donc pas, pour la classe ouvrière, la plus directement intéressée à la transformation sociale, d'envisager le *Droit*, mais bien son *Intérêt*, affirmé par la *Force*. Comme elle est la moins favorisée, quoiqu'en dise M. Leroy-Beaulieu, son intérêt de classe ne dépassera pas, ne se substituera pas à celui des autres classes ; il s'identifiera, au contraire, avec les autres intérêts.

Et puis ces bons conservateurs commettent la même erreur que les religieux et les moralistes quand ils croient qu'un changement économique est une transformation totale dans la nature des individus et des choses, alors qu'il ne s'agit simplement que de transformer les rapports sociaux, la forme d'association et d'échange, de production et de consommation. Et ils s'enfoncent encore dans l'absurdité des suppositions en affirmant que les hommes, devenus libres de faire ce qu'ils voudraient, aucune action n'étant plus réglementée (l'Autorité ayant disparu) ce serait l'anarchie (au sens bourgeois du mot) et le chaos. Mais ils oublient, dans leur ignorance, que l'homme ne sera pas libre de ne pas se mouvoir, de ne pas manger, de ne pas penser, de ne pas se reproduire, et par conséquent de ne pas produire, échanger et consommer ; qu'il ne sera pas libre de ne pas créer des valeurs intellectuelles et de ne pas perpétuer une éducation pour sa descendance. L'homme dépensera toujours son énergie, créera, édifiera sans cesse ; élèvera, domestiquera bien longtemps les animaux, sèmera, cultivera indéfiniment les céréales. Le blé poussera toujours de la même façon, les animaux auront à peu près continuellement besoin de la même nourriture ; les individus construiront de plus en plus des abris, on confectionnera toujours des vêtements, des chaussures ; le mâle s'associera perpétuellement avec la femelle, il y aura fatalement des rejetons ; il faudra donc toujours avoir recours à l'éducation afin que chaque génération puisse se développer et gran-

dir. Et tout cela s'accomplira tant que l'Humanité existera, parce que ces phénomènes répondent aux besoins essentiels des individus et des sociétés.

Il ne s'agit donc pas de supprimer, d'anéantir (ce qui, du reste serait stupide, puisqu'on ne peut aller contre la nature des choses), les fondements naturels de la société humaine, mais au contraire de chercher à supprimer des rouages sociaux inutiles ; d'équilibrer les rapports de la production et de la consommation, d'appeler tous les individus au *Travail* afin de le répartir de telle façon que chacun puisse y participer librement.

Enfin, la troisième catégorie est celle des gens qui ne demanderaient pas mieux que de vivre dans une autre société, mais qui ne peuvent pas s'imprégner de la certitude révolutionnaire parce qu'ils croient qu'une Révolution est un mouvement subit, spontané, qu'il faut la préparer comme on prépare un Austerlitz ou un Waterloo ; en fixer la date, s'entendre, conspirer, connaître le nombre des conjurés, etc. Et comme tous les matins en se levant, ils n'entrevoient pas les moyens de fabriquer ainsi la Révolution, ils en font un espoir, une fiction, un rêve ou un Messie, la repoussent à l'an 4000, au jour où tout le monde *sera d'accord* et prêt à conquérir *le Pouvoir* (1).

A force d'être trop révolutionnaires, ils ne le sont plus du tout, parce qu'ils n'ont jamais compris ce qu'était une Révolution.

Ils confondent la ou les phases insurrectionnelles pendant lesquelles on a recours à certains moyens pour imposer la Révolution, avec la Révolution elle-même.

Eh bien, la Grève Générale est une possibilité justement parce qu'elle ne sera pas ce que la supposent ces trois catégories d'adversaires, c'est-à-dire un coup de baguette magique, une insurrection de quelques jours changeant, de fond en comble la nature humaine et transformant d'un seul coup les conditions de vie et de travail.

CHAPITRE III

La Grève Générale Révolutionnaire pourra durer des mois et des années. — Son lendemain sera une somme de transformations en rapport avec l'Education économique du Prolétariat.

Dans la brochure précédente, il est dit que la Grève Générale Révolutionnaire est envisagée comme un ébranlement initial des institutions modernes et qu'en moins de huit jours, les travailleurs organisés pourraient « chambarder » le monde.

Certes, une telle action pourrait résulter d'un enchaînement de phénomènes précipités ; mais est-ce cette rupture brusque des contrats sociaux qui caractériserait la Révolution économique ?

Certainement non !

C'est seulement à la suite de ce déclenchement brutal de l'ordre politique que se dérouleraient les phases successives de transformation pendant lesquelles disparaîtraient des organismes et des institutions et se créeraient des rapports nouveaux.

Les premières institutions atteintes seront l'armée et la religion par le fait qu'elles s'opposeront le plus directement à l'action révolutionnaire.

Si donc les prolétaires ont une mentalité suffisamment antireligieuse et antimilitariste, ils pourront, dans la tourmente, supprimer totalement casernes et églises ; sinon, ils ne feront que substituer des milices aux armées permanentes, ou bien ne réaliser que de vagues et platoniques réformes anticléricales.

L'Etat, avec ses parlements et ses instruments de coercition : magistrature, police, etc., serait ébranlé. Si les masses ouvrières sont assez anti-autoritaires et conçoivent suffisamment la décentralisation, elles pourront supprimer les rouages gouvernementaux et s'en tenir au système fédéraliste ; sinon, elles seront tout au plus aptes à réaliser un Socialisme d'Etat autoritaire avec participation de quelques représentants ouvriers.

---

(1) On entend parfois des gens de très bonne foi s'écrier : « Quand les anarchistes seront au Pouvoir ! » sans se douter qu'ils prononcent un non-sens flagrant.

Le Capital enfin serait le point de mire de la Révolution. Les grandes compagnies, les mines, les voies ferrées, les entreprises de transport, en un mot, les rouages les plus importants de la vie sociale qui ont donné naissance à l'esclavage moderne, au Prolétariat, seraient menacés d'une reprise de possession. Si les Grèves-Généralistes n'ont aucun respect pour la propriété individuelle, s'ils ont totalement rompu avec le dogme *Honneur*, s'ils ne se croient plus d'honnêtes citoyens, ils pourront devenir les maîtres du Capital social, s'emparer des instruments de production et de la terre, mettre le tout en commun ; sinon, nous assisterons tout juste aux monopoles administratifs, à la socialisation des moyens de production sous le contrôle de l'Etat.

Le tout dépendra donc de la propagande, de l'éducation et de l'agitation que les révolutionnaires auront semé et répandu dans les milieux ouvriers. Ce qui nous fait affirmer « *qu'agiter et instruire à la fois le peuple* », c'est le meilleur et le plus sûr moyen de concevoir et de préparer la Révolution.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Quelques conceptions sur le Lendemain de la Grève Générale.

La Confédération Générale du Travail, envisageant la Grève Générale comme une possibilité, a cru devoir se préoccuper, à la veille d'un grand congrès de ce qui pourrait s'accomplir au lendemain de cette Grève Générale.

Au mois de juillet 1902, elle envoyait le questionnaire suivant à toutes les organisations ouvrières :

Camarades,

Nous vous prions (sans vous étendre sur les moyens propres à donner la victoire au peuple) de nous faire connaître, *en supposant le peuple maître de la situation*, comment vous pratiqueriez pour réorganiser la production

dans votre corporation et comment vous concevez que pourrait s'assurer la circulation et la répartition des produits ?

1° Comment agirait votre syndicat pour se transformer de groupement de lutte en groupement de production ?

2° Comment opéreriez-vous pour prendre possession de l'outillage vous afférant ?

3° Comment concevez-vous le fonctionnement des usines et ateliers réorganisés ?

4° Si votre syndicat est un groupement de voirie, de transport de produits, de transport de voyageurs, de répartition de produits, etc., comment concevez-vous son fonctionnement ?

5° Quelles seraient, une fois la réorganisation accomplie, vos relations avec votre Fédération de métier ou d'industrie ?

6° Sur quelles bases s'opérerait la distribution des produits et comment les groupes productifs se procureraient-ils les matières premières ?

7° Quel rôle joueraient les Bourses du travail dans la société transformée et quelle serait leur besogne au point de vue de la statistique et de la répartition des produits ?

Le Comité Confédéral.

L'enquête, qu'ouvre le *Questionnaire* ci-dessus, a été décidée après sérieuse discussion par le Comité Confédéral. Elle n'est, d'ailleurs, que la préparation à la discussion approfondie d'un des points mis à l'ordre du jour du Congrès corporatif de Montpellier.

Inutile de dire que le Congrès de Montpellier, qui vota en principe l'*Unité ouvrière*, n'a pas un instant abordé le Lendemain de la Grève Générale. La question n'a même pas été effleurée.

Cependant, un grand nombre de réponses sont parvenues au journal *La Voix du Peuple*. Citons les plus sérieuses (car toutes ne l'ont pas été) et examinons-les :

Le syndiqué Lauchiré :

Il n'est pas besoin du concours des capitalistes pour édifier un embryon de société communiste, en procédant d'une façon beaucoup plus pratique que ne le firent les infortunés cabétistes ; il suffirait d'augmenter la cohésion de l'organisation ouvrière, pour mieux dire, de discipliner les esprits, afin que chacun apporte à l'œuvre commune toute la force dont il est susceptible.

Par exemple, dans une ville comme Bordeaux, où le nombre des travailleurs syndiqués dépasse 12.000, il ne serait pas difficile d'organiser, dans une Maison du Peuple, la production, l'échange et la consommation ;

pour les individus, le numéraire pourrait être remplacé, dans une certaine mesure, par des bons que les organisations productrices règleraient entre elles.

Les boulangers, les tonneliers, les cuisiniers, les bouchers, les charcutiers, les cordonniers, les chapeliers, les tailleurs, etc., et bien d'autres professions pourraient être organisées pour la production, rapidement et avec certitude de réussite, grâce à cette clientèle de 12.000 syndiqués, dont le nombre grossirait sans cesse, en raison des multiples avantages matériels et moraux qu'il y aurait à faire partie de la grande famille ouvrière.

C'est très bien de vouloir « organiser dans une Maison du Peuple, la production, l'échange et la consommation », mais comment? De quelle façon entrerait-on à l'atelier ? Quel serait le nombre d'heures de travail pour chaque individu d'une corporation déterminée ? Ou bien ferait-on le même nombre d'heures dans toutes les corporations ? Le travail serait-il salarié ? Et comment ? Y aurait-il égalité ou inégalité de salaire ? L'égalité de salaire s'imposerait-elle au moyen de l'heure-travail par la commandite, ou au moyen de la journée-travail par la coopérative ?

Le camarade n'envisage aucun de ces points, ce qui rend sa réponse incomplète, toute d'aspiration, mais nullement positive.

Le camarade Tabard, du Syndicat des garçons de magasin et cochers-livreurs :

Que ferons-nous le jour où, vainqueur, le peuple triomphant aura, par la Grève Générale, détruit l'organisation bourgeoise ?

A ce moment, les organisations centrales enfin unifiées, la Confédération générale du travail se trouvera être le seul organisme central pouvant apporter, par son action, la coordination nécessaire à la production et à la consommation ; elle devra réunir dans son sein tous les représentants des fédérations d'industrie, ainsi que les délégues des Bourses du travail, ce sera donc la vraie représentation nationale des travailleurs.

Tabard, que je sache, n'est pas un politicien, et dans cette déclaration, cependant il laisse entrevoir le besoin de créer un Parlement ouvrier par la Confédération Générale du travail. Doucement, doucement, ça pourrait devenir dangereux.

Puis il ajoute :

Le syndicat, groupe initial des citoyens professant le même métier, aura dans chaque ville ou région à pourvoir à la fabrication ou aux travaux divers que peuvent

exécuter les travailleurs d'une même profession. Ainsi, par exemple, les serruriers devront s'occuper de tout ce qui comporte les travaux de serrurerie, etc., etc. Les syndicats de même profession devront donc, sans plus tarder, s'unifier, afin d'assurer le travail avec plus de cohésion.

Eh oui, c'est entendu, mais comment? Tabard, comme le précédent ne répond pas.

A la troisième question : *Comment concevez-vous le fonctionnement des usines et ateliers réorganisés ?* il dit ceci :

Le fonctionnement des usines et ateliers est peut-être la question la plus difficile à résoudre, parce que plus le cercle est restreint, plus il y a de chances pour que l'inimitié entre les hommes soit facile ; les syndicats devront donc *éviter toute réglementation*. Ils devront baser le travail sur le régime de la liberté la plus absolue.

L'égalité devra exister entre tous les travailleurs, chacun travaillant selon les forces que la nature lui a données et nul ne devra critiquer celui qui, moins bien doué, ne pourrait arriver à produire autant que celui dont la force et l'intelligence seraient plus développées.

. . . . . .

Le salaire, cette plaie sociale, dernière survivance de l'esclavage qui a été aboli théoriquement en 1848, devra disparaître.

. . . . . .

Donc, camarades, quel sera le mode de rétribution?

Je considère que la concurrence ayant disparu, alors que tous les travailleurs produiront pour eux-mêmes, ils auront largement le pouvoir de consommer à discrétion les produits de la terre et les objets manufacturés.

. . . . . .

Les heures de travail devront être, à mon avis, diminuées autant que pourra le permettre le besoin de la consommation.

Dans cette partie de sa réponse, Tabard est, on le voit, plus catégorique : *On évitera toute réglementation, l'égalité devra exister entre tous les travailleurs* (1), *on consommera à discrétion, les heures de travail devront être réduites le plus possible.* C'est au moins précis. Maintenant, reste à savoir dans laquelle mesure du possible toutes ces choses seraient immédiatement réalisables.

(1) Tabard doit certainement envisager l'égalité de liberté, car l'Egalité, dans le sens absolu, est une erreur philosophique,

Enfin, à propos des transports :

Le transport des voyageurs ne souffre non plus aucune difficulté. Les grandes Compagnies, telles que les Omnibus, Métropolitain, Voitures de place, etc., desservant actuellement un centre urbain ou régional, disparaîtront en tant que Compagnies. Mais il est bien évident que les moyens de transport n'ont certainement rien à perdre à devenir propriété commune et je suis persuadé que les citoyens composant ces diverses professions sont aptes à prendre en mains la direction et qu'ils mettront à la portée de tous les moyens de transport que le progrès nécessitera et permettra de réaliser.

En ce qui concerne les transports des voyageurs et marchandises par chemin de fer, le rôle du syndicat national des chemins de fer est tout indiqué. C'est à lui qu'incombera la charge des transports à longue distance et certainement il ne faillira pas à son devoir.

Bien sûr que les syndiqués des transports et notamment ceux du « Syndicat Guérard » seront capables de remplacer les fonctionnaires des grandes compagnies ; mais si les syndicats se substituent aux Conseils d'administration et aux actionnaires, ce sera évidemment pour organiser et distribuer le travail, les fonctions, les emplois d'une autre façon. Encore une fois, comment ? La besogne des voies ferrées est assez compliquée, la division du travail est assez grande dans les chemins de fer pour qu'on l'examine sérieusement. J'aurais voulu voir le révolutionnaire (!) Guérard répondre à cette importante question.

Le Syndicat des maçons, aides et similaires de la Seine, sur la première question :

Tout d'abord, il faudra que notre Fédération crée dans chaque département, arrondissement, canton ou commune, selon l'importance et les besoins, un syndicat de métier ou d'industrie, selon les facilités, s'il n'en existe pas, de manière à éviter le plus possible de dérangement et afin de bien connaître la localité pour ses besoins, notre corporation étant de celles qui doivent assurer à tous les membres de la société un abri aussi confortable que possible.

Cette réponse est une des plus sérieuses. En effet, si l'on veut réorganiser le travail au lendemain de la Grève Générale, il faut au moins qu'il y ait dans chaque localité un organisme syndical par chaque corporation. Là où il n'y en aura pas, la première chose à faire sera d'en créer un, et ce soin incombera nécessairement à la Fédération d'industrie.

De la Commission de propagande de la Bourse du travail de Montpellier :

Nous sommes d'avis que, sitôt la Grève Générale triomphante, chaque syndicat ou groupement corporatif doit se rendre dans sa Bourse du travail respective, y convoquer *tous* les ouvriers de la corporation, leur expliquer les bases sur lesquelles doit fonctionner la nouvelle société.

Exemple : Si vous êtes tailleur d'habits, vous prenez note du nombre d'habitants à vêtir que compte votre localité, ainsi que du nombre d'ouvriers tailleurs qu'elle possède ; si la population a besoin de vingt mille vestes, et qu'avec le nombre d'ouvriers dont vous pouvez disposer, ainsi qu'avec le puissant concours de la machine-outil, vous puissiez satisfaire aux besoins de votre agglomération, tant mieux ! Mais supposez un instant le contraire : que le nombre d'ouvriers, ainsi que l'outillage soient insuffisants et qu'au lieu de produire vingt mille vestes en un an, vous ne puissiez en confectionner que quinze mille, c'est donc cinq mille vestes qui vous manquent pour satisfaire aux besoins de votre population locale.

Dans ce cas, vous écrivez au secrétaire de votre Fédération qui, par des relations constantes se tient au courant du rendement de la production, de même que, par des demandes analogues à la vôtre, il se trouve fixé sur les besoins de la consommation dans les diverses régions ; vous lui expliquez qu'il y a chez vous pénurie d'ouvriers de votre corporation et que, vu le manque de bras, vous ne pouvez satisfaire aux besoins de votre population. Le Comité fédéral, faisant droit à votre demande, vous envoie le nombre d'ouvriers nécessaires ou bien le chiffre de vestes qui vous manque et que l'on trouve en plus dans une autre région plus fortunée au point de vue de cette spécialité.

Cette réponse indique très bien ce qu'il y aurait immédiatement à faire : connaître la consommation approximative d'une localité en ce qui concerne un produit quelconque, le vêtement par exemple, afin de pouvoir équilibrer la production, selon le nombre de tailleurs et la somme de machinisme, seul moyen d'indiquer à chacun combien il aurait d'heures de travail à accomplir par jour ou par semaine.

Le camarade Bourchet, de la Fédération du Cuivre, après quatre colonnes de considérations philosophiques, conclut ainsi :

1° Travail libre sans contrainte, sans salaire d'aucune nature ;
2° Consommation libre suivant les goûts et les besoins ;
3° Suppression absolue de la théorie de la valeur (!) ;

4° L'echange établi suivant les besoins ;
5° La Bourse du travail, centre d'activité de la vie humaine.

C'est en somme une magnifique envolée vers le communisme intégral. Désirs sublimes ; mais se réaliseront-ils tous simultanément ?

Il est vrai que le camarade Bourchet, fait suivre son rapport de toute une colonne de réserves, sous la rubrique : *les objections*.

Voilà donc les passages les plus saillants de certaines réponses qui ont été faites au questionnaire de la Confédération générale du Travail. Quant aux autres elles ne méritent pas d'être examinées. Ce sont des désirs, des aspirations, de la théorie, et c'est tout. En ce qui concerne la première question pas une seule réponse n'a été faite au point de vue technique et professionnel. Et c'est ce qui importait le plus. A mon avis, c'est à recommencer.

CHAPITRE II

Le grand malaise économique. — La première solution consiste à mettre le travail à la disposition de tous.

Si nous jetons un coup d'œil sur les classes prolétariennes ; si nous examinons les conditions modernes du travail ; si nous observons la croissance du chômage et le développement du machinisme, nous sommes conduits à établir ce fait que :

se faire exploiter devient un privilège.

Et qu'on ne vienne pas dire le contraire, quand dans n'importe quel métier, il y a trois concurrents pour une place ; la moindre fonction est prise d'assaut ; chaque emploi devient un motif à concours, quand ce n'est pas le favoritisme qui ouvre les portes des administrations et des bureaux. On se bat, on se déchire, on s'entre-tue afin de pénétrer dans la chiourme, dans le bagne capitaliste. C'est à qui deviendra l'esclave. Et cependant au fond de chaque individu, il y a le désir de vivre, de vivre quand même, de vivre malgré tout et avec intensité.

Là est le grand malaise de la société capitaliste. Elle en mourra, car plus nous irons, plus l'insécurité sociale grandira.

Nous l'avons déjà dit, les statistiques indiquent que nous allons vers un chômage de 34 ou 35 °/₀ de la population ouvrière. Un tiers de ceux qui sont voués au salariat ne peuvent même plus être des salariés. Cruel paradoxe.

Un philosophe pourrait appeler cela l'inégalité dans l'injustice sociale.

Ajoutons à ces 35 °/₀ de sans-travail, les fonctionnaires *inutiles*, les prêtres, les soldats, les policiers, les capitalistes, les intermédiaires, les criminels, les fous, les rentiers, les domestiques, etc. Combien reste-t-il d'individus accomplissant un travail effectif utile ?

Peut-être un tiers. Et c'est ce tiers qui est obligé de besogner sans répit, afin de satisfaire non seulement aux premières nécessités de la vie, mais encore pour édifier toutes les richesses et créer le superflu. C'est bien ce tiers qui nourrit capitalistes, fonctionnaires, malheureux et victimes de toutes sortes. Enfin pour accomplir son rôle de fraction nourricière, ce tiers exploité doit s'exténuer dans les usines, les ateliers et les mines pendant dix ou onze heures par jour.

Que la Grève Générale soit donc totalement ou partiellement victorieuse, la première chose à réaliser, selon nous, serait de solutionner le problème de la répartition du travail.

*
* *

Totalement victorieuse, c'est la création immédiate d'autant de bourses du travail qu'il y a de communes, et d'autant d'organismes syndicaux qu'il y a de professions, si ramifiées soient-elles ; puis la délimitation des industries pour l'instauration des fédérations.

Avec ces trois sortes d'organismes, il faudra accomplir immédiatement le grand travail scientifique suivant : connaître :

1° Le bilan de la consommation pour chaque commune ;
2° La production minimum par commune ;
3° Les spécialités de production par localité ;
4° Les excès de production par commune ;
5° Les matières premieres fournies par la région ;
6° Le nombre exact des syndiqués valides par profession ;
7° Le maximum de production par profession.

Avec ces indications précises, chaque bourse du tra-

vail pourrait alors indiquer aux syndicats la somme nécessaire de produits à fournir. Chaque syndicat connaissant le nombre de ses syndiqués valides pourrait établir, par jour, par semaine ou par mois, le nombre d'heures qu'il y aurait à passer à l'atelier. Ce serait la répartition normale du travail selon les besoins de la consommation. Comme il n'y aurait plus un tiers des hommes valides occupés à produire, mais au contraire les trois tiers, la journée de labeur serait probablement réduite, de dix heures, à trois ou quatre heures par jour.

Voilà pourquoi j'ai noté la réponse de la commission de propagande de la Bourse du travail de Montpellier comme la plus sérieuse.

Si donc ce problème de la production des richesses peut se résoudre, il aidera considérablement celui de leur circulation et de leur répartition normales. Parce qu'alors ce n'est plus la dépossession de quelques-uns au profit de quelques autres, l'expropriation d'une classe vaincue dans l'intérêt d'une classe victorieuse, mais bien au contraire la réalisation de la sécurité sociale pour tous en échange de quelques heures de labeur par jour.

Du fait qu'on pourrait indiquer un nombre restreint d'heures de travail à accomplir, des adversités nombreuses disparaîtraient et des intérêts nouveaux apparaîtraient dans le sens communiste.

*
* *

Partiellement victorieuse, ce sera encore la réorganisation du travail qu'il faudra envisager; mais sur d'autres bases évidemment, car des éléments persistants comme l'Etat et le Patronat interviendraient encore dans les rapports de la production et de la consommation.

Ce qui pourrait être exigé par la classe ouvrière, c'est que l'Etat intervienne (1) pour reconnaître, admettre, sanctionner même certaines prises de possession virtuellement accomplies envers les mines, les voies ferrées, les transports maritimes, etc., etc., ainsi que la remise aux associations ouvrières de ces grands organismes de la vie sociale.

De même les organisations syndicales les plus audacieuses et les plus élevées en éducation économique pourraient imposer une telle diminution des heures de travail que l'unanimité de leurs syndiqués soient assurés de pouvoir produire et en échange de pouvoir consommer.

(1) Puisque nous supposons le Prolétariat comme ayant été impuissant à supprimer l'Etat.

Deux objections se posent :

1° Le Patronat pourrait-il suffisamment rémunérer la production de façon que tous les ouvriers d'une même corporation puissent être suffisamment rétribués pour vivre en ne travaillant que quelques heures par jour ?

Les travailleurs n'ont pas à envisager si les exploiteurs doivent gagner des millions avec leur travail. Que les trois quarts des bénéfices réalisés par ces derniers soient attribués aux producteurs et les ouvriers associés sauront bien établir la répartition des salaires.

2° En admettant que les prolétaires s'emparent de certains rouages économiques ou bien puissent exiger un minimum d'heures de travail pour un minimum de salaire, comment alors s'organiseront-ils dans leurs usines, leurs ateliers, leurs mines ou leurs grandes associations de transports ?

C'est ici que les questions techniques et professionnelles interviennent.

La division du travail, le machinisme, l'outillage, les circonstances de temps, de saison, la subordination réciproque des professions, imposent soit le travail en atelier, soit le travail à domicile.

Quel système établira-t-on alors pour la participation de chacun au labeur commun ? A notre avis, dans l'atelier, dans l'usine, dans la mine même, le système commanditaire pourrait régir les syndiqués. Il est déjà pratiqué avec beaucoup de succès par les typographes (quoique cependant l'industrie du Livre soit assez compliquée).

L'égalité de salaire est établie par *heure-travail*, de telle façon qu'il ne peut y avoir aucune chicane entre les commanditaires.

Là où il serait impossible d'établir l'égalité de salaire par *heure-travail*, on pourrait instituer la *journée-travail*. Cela pourrait être pratiqué pour les travaux agricoles, par les syndicats qui prendraient le travail à l'entreprise, ce que font déjà les bûcherons.

Quand le système commanditaire ne pourrait être

établi, les corporations devraient entrevoir un système coopérateur quelconque. C'est une question technique particulière à chaque métier ; mais ce que les syndicats devraient proclamer par-dessus tout, comme le premier principe de la réorganisation du travail, c'est la *suppression totale du travail aux pièces.*

CHAPITRE III

La prise de possession et la consommation.

On pourra peut-être m'accuser d'avoir mis la charrue avant les bœufs et parlé de la réorganisation du travail sans avoir, au préalable, indiqué comment se ferait la prise de possession de la terre et des instruments de production. Je n'ai pas cru devoir donner un plan de *reddition* d'usines, considérant que tout dépendra de la phase insurrectionnelle. Ce n'est pas au lendemain de la Grève Générale, mais bien pendant l'état révolutionnaire que les travailleurs se rendront maîtres des instruments de production.

Ce qu'il importe maintenant d'envisager, c'est la consommation. Evidemment si la Grève Générale n'est que partiellement victorieuse, le Salariat existera toujours et ce sera encore la pièce de cinq francs qui règlera les rapports entre producteurs et patrons, ou entre les travailleurs et l'Etat, avec cette différence, seulement, que cette pièce de cinq francs plus facilement acquise et que tout individu n'aura pas à lutter impitoyablement pour la gagner ; qu'elle sera donnée en échange d'une bien moins grande durée de travail.

La consommation continuera ainsi à s'accomplir comme maintenant au moyen du métal d'échange ; nous n'avons donc pas à inventer un nouveau système de répartition. Ce que nous pouvons prévoir, c'est que devant l'exigence de la classe ouvrière, imposant une plus équitable répartition du capital, bien des commerces de luxe et bien des intermédiaires disparaîtraient. Le luxe serait supprimé ou tout au moins diminué pour un certain nombre.

Si au contraire nous faisons l'hypothèse d'une victoire totale, alors la consommation s'accomplira selon l'organisation de la production. Si les prolétaires sont assez élevés à la vie économique, s'ils connaissent, s'ils saisissent suffisamment les lois qui doivent présider au développement de toute société animale équilibrée,

ils pourront déclarer le travail libre, sans contrainte, sans salaire d'aucune sorte. Il s'en suivra alors une conséquence immédiate : la consommation, elle aussi, devra être libre, suivant les goûts et les besoins. Il n'y aura qu'à faire assez de chiffres pour la répartition des matières premières et des produits. Aujourd'hui la vie des armées, la subsistance des hordes guerrières, ne sont possibles qu'au moyen de chiffres ; pourquoi donc ne ferait-on pas des chiffres utiles, au lieu de chiffres inutiles, afin de savoir ce qu'il faut de produits pour un individu, pour 10, pour 100, pour 1.000, pour 10.000, etc. Les commerçants disparaissant, la création de magasins communs, alimentés par les soins des Fédérations d'industrie sur les indications des Bourses ne serait pas une chose bien difficile.

Cette mise en commun des produits et des objets de consommation aurait pour conséquence la disparition de la valeur d'échange. Chacun étant libre de puiser *au tas*, selon ses besoins, les objets n'auraient plus qu'une valeur d'utilité et de consommation. De ce côté, aucun danger de commerce, d'accaparement, nulle crainte de gâchis.

Mais ici, je crois, en toute conscience, en toute sincérité, devoir faire des réserves et émettre des doutes.

Les prolétaires seront-ils assez conscients, auront-ils suffisamment abandonné leurs préjugés, seront-ils assez instruits pour vivre tout à coup cette vie de liberté économique totale ?

J'avoue que je ne le crois pas.

Je suis convaincu que les sociétés vont à cette liberté et à ce bien-être dans l'ordre économique, mais jamais comme cela, par des coups de baguette magique. Je prévois, au contraire, que ce sera, non pas par une évolution *dorlotante* et un *Droit nouveau*, mais, au contraire, par de violentes secousses, par des révolutions successives dont la *Grève Générale* nous apparaît comme la plus proche, comme l'ébranlement initial.

Et, n'en déplaise, au camarade Bourchet, les périodes révolutionnaires sont autoritaires (1), quelquefois même dictatoriales et se prolongent fatalement pendant un certain temps au delà de la Révolution.

Comme il faudrait imposer le Communisme à des

(1) Et une période révolutionnaire seule peut justifier cette autorité.

gens qui n'auraient pas intérêt à l'accueillir par des chants d'allégresse, ou à des crétins qui ne le comprendraient pas, que ferait-on ?

Une phase autoritaire ne serait-elle pas fatale ?

Je sais bien que nos aspirations, nos désirs, se trouvent choqués devant cette situation qui serait certainement un danger ; mais nous suffit-il d'avoir des aspirations et des désirs pour que se solutionnent les plus graves questions de biologie humaine.

Je sais bien qu'entre deux maux il faut choisir le moindre, et que, placés dans l'alternative de laisser des adversaires ou des inconscients libres de dépenser faussement et inutilement leur énergie, ou de créer des surveillants et des gendarmes nouveaux pour les obliger à se rendre aux ateliers, il serait plus sage de pencher pour la liberté (même celle de ne rien faire) afin de ne pas recréer toutes les formes de l'autorité.

Mais si cependant, tout à coup, la production est subordonnée à des conditions naturelles qui l'entravent : catastrophe géologique, influence météorologique, pénurie de matières premières, et qu'il faille suppléer à ces causes de misère par un excès momentané de travail, qu'arrivera-t-il ?

Ne sera-t-il pas obligatoire pour tout homme valide d'apporter sa part contributive de labeur ? Et alors comment procèdera-t-on pour contrôler son passage à l'atelier ?

Ce ne sera, je crois, qu'après un certain nombre de révolutions que les hommes comprendront ces choses et surtout après avoir pratiqué les libertés nouvelles qu'ils pourront goûter au bien-être.

La Révolution est profondément éducatrice et porte en elle-même des enseignements féconds.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Des conséquences de la réorganisation du travail.

Si je ne crois pas que la Grève Générale puisse être un coup de baguette magique et que son lendemain nous donne un système économique parfait, je suis du moins convaincu qu'une répartition plus normale du travail — soit par la mise en commun de la terre et des instruments de production, soit par une diminution considérable des heures de labeur — aurait des conséquences extraordinairement bienfaisantes. Ne fut-ce que cette certitude, elle justifie amplement les sacrifices, l'Hécatombe même qui résulteraient d'une Grève Générale.

La répartition nouvelle du travail donnerait la *sécurité à tous* par le fait que personne ne serait plus exclu — comme maintenant — de la production.

Ne plus être, en sortant du logis, dans cette alternative angoissante de se suicider, ou de mourir de faim faute de travail ; ne plus courir des jours, des mois entiers, après la place qui procurera le salaire indispensable à la vie journalière ; ne plus frapper en vain à la porte des usines ; se savoir assuré de la possibilité permanente de produire selon ses moyens professionnels et intellectuels ; ne plus être à la merci des caprices d'un patron ou d'un contre-maître, qui peut signer l'arrêt de mort d'une mère de famille et de quelques bambins, parce que la figure du père lui aura déplu ; qu'un « trusteur » élégant ne puisse plus semer la misère sur des cités entières, en jouant avec la *surproduction*, n'est-ce pas déjà là une éclatante victoire que les foules ouvrières puissent rêver.

L'universel droit au travail !

Y a-t-on pensé ?

La première conséquence serait d'abord une diminution considérable des malheureux, des sans-travail, et par conséquent une diminution notable de la criminalité. Chacun étant assuré au moins d'un salaire normal pourrait consommer, selon ses besoins les

plus immédiats, et se préserver des effets pernicieux de la misère : alcoolisme, débauche, promiscuité, brutalité, folie, crime, etc.

Comme deuxième conséquence apparaîtrait bientôt une élévation plus grande de la mentalité, car si les individus deviennent vindicatifs, haineux, délateurs, mouchards, c'est parce qu'ils y sont plus ou moins déterminés selon leur tempérament, par la lutte quotidienne, par la course aux « positions sociales ».

Je tiens compte du besoin où l'on sera toujours de se préserver contre les cas pathologiques ou d'hérédité, quoique ces derniers diminueraient dans de vastes proportions au bout d'un certain nombre de générations.

La troisième conséquence, pour les travailleurs, est qu'ils pourraient agrandir d'une façon encore inconnue le cercle de la solidarité et de la prévoyance sociales sans avoir recours à la charité mondaine ou à la bienveillance gouvernementale. Le syndicalisme se généralisant, les caisses de secours seraient au moins garnies en cas d'accidents ou de maladies.

La diminution des fous, des alcooliques, des tarés, des criminels, diminuant par une satisfaction — même relative — dans les besoins, aurait une répercussion sur l'Etat fonctionnariste qui nous régit. En effet, moins de criminels, de fous, d'alcooliques, ce serait aussi moins de sergents de ville (genre d'Apaches), de juges, de gendarmes, de gardiens de prison. C'est du reste pourquoi tous ces gens sont si partisans de la société actuelle. Ils ont — non pas la conscience — mais l'instinct que leurs ignobles fonctions sont perpétuées par l'ignominie des malheureux.

CHAPITRE II

De la possibilité communiste.

Enfin, si je ne crois pas — comme Bourchet — à l'apparition immédiate d'un communisme intégral au lendemain d'une Grève Générale, je suis cependant convaincu de la possibilité communiste, dans un temps plus ou moins reculé. Mon avis est que ce communisme dépendra du nombre et de la profondeur des révolutions futures.

Cette conviction me vient encore de certaines con-

sidérations historiques et scientifiques qu'il me plaît d'exposer brièvement.

Ce sont les causes même de la production qui ont fait évoluer la Propriété de telle façon que le capital social est aujourd'hui suffisamment élevé pour que chacun puisse, sans compromettre ce Capital, consommer selon ses besoins, possibilité d'organisation économique mise à part.

En effet, en quoi réside la possibilité d'une mise en commun ? C'est dans la suffisance pour tous. Cette condition primordiale est-elle remplie par chaque nation (dite civilisée) entraînée dans le mouvement économique moderne ?

Sauf les cas imprévus de cataclysmes géologiques ou météréologiques, on peut affirmer que oui. Et plus nous irons, plus cette possibilité apparaîtra, surtout avec le machinisme.

Voyons un peu comment de l'impossibilité communiste de la Préhistoire, nous en sommes arrivés à la possibilité communiste actuelle.

Quelle est d'abord la loi fondamentale de l'énergie individuelle et sociale ? C'est la loi dont parle Hæckel :

> Cette « loi cosmologique fondamentale » qui démontre la permanence de la force (1) et celle de la matière dans l'Univers, est devenue le guide le plus sûr pour conduire notre philosophie...

C'est encore la loi formulée par Büchner dans *Force* et *Matière :*

> Pas de matière sans force et pas de force sans matière.

Puis par de Lanessan comme suit :

> Comme toutes les propriétés de la matière vivante ou non vivante, ne sont que des formes d'une propriété unique, inhérente à la matière, le *mouvement*, on peut dire aussi que : la vie n'est que l'ensemble des *mouvements* manifestés par la matière dans l'état de composition chimique et d'agrégation moléculaire le plus complexe que nous connaissions.

C'est donc dans la loi de substance, loi matérialiste, loi biogénétique, qu'on l'appelle comme on voudra, qu'il faut saisir la cause de toute activité, de toute production.

L'être organisé, l'animal, l'homme, en vertu de cette loi de substance, possède en lui une somme d'énergie

(1) Nous disons maintenant l'*énergie*.

qui se manifeste toujours à un moment donné. Cette énergie étant sans cesse positive chez les animaux, il en résulte une dépense d'énergie — en vue de la nutrition, de la motilité et de la reproduction — qui engendre nécessairement un travail quelconque.

C'est ce travail de l'individu, des groupes, des collectivités, des nations, de l'Humanité enfin qui est le grand facteur de création capitaliste. Et sous l'influence des deux courants d'égoïsme et d'altruisme (cités au début de cette brochure) qui sont une conséquence de l'instinct de conservation, les hommes vivant en société ont incessamment créé, édifié au delà de leurs besoins, un supplément de capital qui, sans cesse accumulé à travers les générations nous donne aujourd'hui les plus merveilleuses garanties de jouissance et de bien-être.

Auguste Comte a fort bien précisé la façon dont s'est accumulé ce capital social :

Tout homme produit au delà de ce qu'il consomme. (Egoïsme en vue de la préservation individuelle.)

Les matériaux édifiés durent au delà du temps qu'il a fallu pour les édifier, par conséquent servent à d'autres que ceux qui les ont créés ? (Altruisme en vue de la préservation sociale.)

Si donc les formules d'Auguste Comte sont exactes, nous avons l'explication de l'accumulation du Capital social et nous nous rendons compte que la production a des causes que peuvent bien faiblement atteindre l'organisation politique des Etats.

La situation des nations, dit Draper (1), quant au bien-être matériel est indiquée par des variations dans le chiffre de la population. *La forme du Gouvernement* **A PEU D'INFLUENCE** sur la population des états ; mais la civilisation en a une considérable.

Examinons maintenant l'évolution de la production et nous verrons que le chef du positivisme ne s'est pas trompé.

Du fait que l'énergie se manifeste dans la matière vivante, il doit y avoir compensation, car la vie animale, dit Spencer, entraîne une déperdition ; toute perte exige réparation, réparation implique nutrition.

La nutrition et ses corollaires : le vêtement et l'habitation ont engendré à leur tour des besoins et c'est pour la satisfaction de ces premiers besoins que les

(1) Draper, *Les Conflits de la Science et de la Religion.*

préhistoriques ont créé les premières industries, inventé les primitifs objets de défense, de chasse et de pêche.

Au début, ce n'est d'abord qu'une branche de bois, un silex éclaté, une hache mal taillée, une flèche, un harpon très rudimentaire qui forment l'outillage de défense et de lutte. L'habitat, la demeure ne sont que des grottes naturelles, de malsaines et humides cavernes ; les vêtements, fabriqués avec les peaux des animaux vaincus et tués au prix de mille dangers. Et qui possède ces instruments, ces refuges, ces grossières fourrures ? Tous les hommes ? non ! Ce sont les plus forts, les plus robustes, les plus habiles. Il n'y en a pas pour tout le monde. Ils sont, à cette époque, rares et précieux, les premiers boomerangs. Une hache en silex taillé avait probablement pour nos premiers ancêtres, peut-être plus de valeur que n'en a aujourd'hui pour le moderne chasseur un Remington perfectionné.

Mais la grande loi du « *struggle for life* » est là ; c'est elle qui préside à la fondation des premiers clans, des premières tribus. Les plus aptes, les mieux doués résistent, se défendent et, pour cela, ils perfectionnent, multiplient les objets, fortifient leurs grottes, leurs cavernes ; puis, mieux armés, en sortent pour édifier les premières huttes. Le clan, cette « cellule sociale » comme l'appelle Létourneau, est désormais formé. Il y a déjà des instruments et des vêtements pour tous ses membres. Plus tard, les clans s'associeront pour former des tribus et, dès ce moment, un certain capital social existera. Il faudra le défendre, l'augmenter et le perpétuer. La pierre taillée fait place à la pierre polie ; les premiers costumes apparaissent ; la pêche et la chasse se développent tellement qu'à partir de ce moment historique il existe tout un attirail compliqué. La lutte ensuite devient moins âpre entre les hommes. L'*association* se manifeste avec l'apparition des premières tribus sédentaires. On devine des rudiments de stabilité économique avec la création des cités lacustres, pendant que les nomades vont par le monde porter les premières inventions des métaux et de la céramique.

Mais hélas, dans une phase sociétaire inconsciente les hommes ne surent pas, dès que se manifesta la moindre parcelle de richesse supplémentaire, établir

la répartition commune (1), si bien que l'excès de capital passe entre les mains d'un ou de quelques individus. Les premiers chefs ont des privilèges (privilèges de possession) et ce sont eux qui vont créer les castes aristocratiques et guerrières. Si nous étudions ce qui se passe encore chez certains primitifs, nous constatons bien un vague communisme, mais les chefs ont cependant des privilèges, certainement moins considérables que ceux des despotes européens et des rois de la finance, mais, néanmoins, ils ont des privilèges.

Eh bien ! malgré que le capital social ne doive pas servir, à travers l'Histoire, au bonheur de ceux qui le créent, il n'en continuera pas moins pendant de longs cycles de siècles à s'accélérer indéfiniment, malgré les horreurs religieuses et les déchaînements tyranniques. Goules insatiables, les rois, les tyrans, les prêtres, les juges et les guerriers ont englouti des richesses inouïes, happé d'incommensurables moissons ; des générations de scélérats couronnés ont gaspillé d'éblouissantes merveilles, détruit, ravagé d'incomparables civilisations ; et, malgré tout, malgré la séculaire infamie des pasteurs et des pontifes, malgré les ravages du Sabre et de la Loi, les générations de prolétaires ont, éternels Prométhées, forgé, dans leur douleur infinie, des puissances humaines qui se rient de la puissance des maîtres et des dieux. La grandeur, l'immensité du capital social est l'œuvre des esclaves, des foules, des misérables qui peuvent, qui doivent y goûter délicieusement.

Que les révolutions ouvrent donc toutes grandes les portes de l'universel banquet d'Epicure. La nature est éternellement féconde et il y a place pour tous les humains à l'agape réconciliante du travail libérateur.

*
* *

Il ressort donc que, selon l'état de production, le manque, l'insuffisance des aliments et la pénurie des objets de consommation sont des causes d'impossibilité communiste et qu'au contraire l'accumulation du capital est une possibilité communiste.

Si maintenant nous admettons que cette accumulation des richesses sociales est due à d'autres causes

(1) Selon E. de Laveleye, la propriété foncière à travers l'histoire fut plutôt collective qu'individuelle. Pour la propriété fiduciaire il n'en a certainement pas été de même.

qu'à l'organisation politique des Etats, ce qu'a magistralement démontré Buckle dans son *Introduction à la civilisation en Angleterre*, qu'elle n'est réellement qu'une conséquence de l'évolution de la matière vivante, puis du règne animal et, en fin de cause, de l'organisation économique des sociétés humaines, nous pouvons, sans crainte, réfuter les lieux communs de l'économie politique bourgeoise concernant les soi-disant fainéants.

Quand un Leroy-Beaulieu, un Izoulet ou un Méline nous les flanqueront au travers de notre idéal, nous pourrons répondre en toute assurance : *Nous ne les craignons pas, pour la bonne raison que (physiologiquement), ils n'existent pas.*

Du moment que *l'individu possède en lui l'énergie*, il ne peut être *un fainéant* au sens scientifique du mot. Evidemment, il y a des êtres qui ne vont pas au travail de gaieté de cœur, qui ne le recherchent pas toujours, mais nous savons tous pourquoi : c'est qu'en la chiourme impitoyable, au fond de l'usine infernale qui broie les cervaux et les corps, on ne trouve aucune joie, aucun plaisir ; c'est parce que le labeur y est une peine au lieu d'un agrément ; c'est parce que le patron y exploite, y vole le fruit de la besogne ; aussi, parce que le contre-maître y insulte et y bouscule.

Voilà pourquoi il y a des fainéants.

Mais quand l'atelier sera devenu la maison commune où règneront la liberté, la camaraderie et la discussion, seuls seront les véritables fainéants les anormaux, les inconscients et les adversaires irréductibles.

Pour les premiers, les hommes raisonnables se serviront de la thérapeutique ; pour les seconds, de l'exemple et de la persuasion, et pour les derniers, du procédé chirurgical de Guillotin.

CHAPITRE III

Les travaux pénibles.

Une objection souvent posée est la suivante : Au lendemain d'une Grève Générale ou d'une Révolution, comme l'on voudra, alors que chacun serait libre de travailler selon ses dispositions, de permuter d'une corporation dans une autre et de choisir un travail

intellectuel ou manuel, qui donc voudrait accomplir les travaux pénibles ou répugnants ?

Au premier abord, la question paraît difficile à résoudre, parce que nous envisageons immédiatement le système économique actuel.

En effet, le capitaliste, le bourgeois, le commerçant, l'industriel, l'employé supérieur ne se résoudraient pas à accomplir une besogne réputée avilissante. Préjugé qui disparaîtra en partie lorsque les hommes auront conscience qu'il y a dans la vie des nécessités auxquelles personne ne peut se soustraire, qu'il est même rationnel d'accepter.

Ainsi, les soins d'hygiène individuelle engendrent un sentiment de pudeur très naturel. Les animaux eux-mêmes le possèdent à un certain degré. Qui donc alors songerait à faire vider son vase de nuit par le voisin ? La hiérarchisation des fonctions sociales et la perpétuation de l'autorité ont créé la soumission et la domesticité ; ces tares de l'Humanité disparaîtront quand chaque fonction sociale ne sera plus une question de préjugé ou de vanité, mais bien une question de nécessité ou d'utilité.

Reste, pour les grandes villes, le problème des ordures ménagères, du balayage des rues, de l'éclairage, des vidanges, de l'hygiène publique, etc., etc. Il y a longtemps que nos édiles de toutes les communes et principalement de nos grandes capitales auraient résolu toutes ces questions s'ils n'avaient tant besoin d'une clientèle électorale solide et sûre, composée des employés municipaux de toute sorte et s'ils n'étaient pas contraints de pallier à l'augmentation croissante des sans-travail.

Des milliers de privilégiés (!!!) sont employés, dans une ville comme Paris, à balayer les rues, à enlever les ordures, à allumer les becs de gaz, à transporter les matières fécales, alors que des procédés rapides, sains et avantageux pourraient supprimer tous les tracas de ces travaux, sans nul doute désagréables ou offrant les plus grands dangers de contagion.

N'y a-t-il pas à Montréal (Canada) une balayeuse automobile faisant 15 et 16 kilomètres à l'heure, enlevant les ordures et arrosant au chlorure toutes les rues parcourues. Ces ordures que les Parisiens se plaisent à véhiculer sur des bateaux qui deviennent de véritables foyers d'infection, ne sont-elles pas

incinérées, donnant ainsi un excellent engrais ensuite dont se servent les maraîchers de la ville.

Presque toutes les cités américaines incinèrent ou brûlent par les acides leurs ordures que les chimistes travaillent ensuite afin d'en extraire des produits précieux.

Certaines villes de l'Illinois sont à l'heure actuelle illuminées instantanément. Un enfant de dix ans tourne un commutateur et des flots de lumière inondent les rues et les faubourgs.

Le tout-à-l'égout, supprimant les vidanges a déjà été inauguré dans bien des villes de France et l'industrie de la distillation des urines et des matières fécales est appelée à faire disparaître les typiques voitures à Richer. Des conduites des systèmes d'aspiration et de refoulement amèneront à des usines spéciales, pour y subir certaines réactions chimiques, le contenu des fosses d'aisance.

Le vidangeur aura fait place à des émules de Berthelot et de Moissan et il sera intéressant de traiter avec moins de dédain et de dégoût qu'aujourd'hui ce qui, paraît-il, porte bonheur.

On peut même affirmer que la suppression des travaux pénibles par le progrès et le machinisme serait rapide, si l'on considère qu'aujourd'hui il y a des milliers de projets, de découvertes, d'inventions, qui dorment au fond des cartons de nos grandes administrations et des ministères, pendant que leurs auteurs couchent dans les asiles de nuit.

Quant aux quelques travaux pénibles obligatoires qui resteraient à accomplir, je me demande s'ils seraient vraiment un cause d'instabilité communiste devant le bien-être évident et tangible qui résulterait d'une plus rationnelle et plus équitable répartition du travail ? Je crois que les hommes de bonne volonté seraient assez nombreux pour les accomplir, laissant aux derniers représentants de la race des imbéciles et des ivrognes la liberté de pourrir dans leur crasse intellectuelle et physique.

Quelques tonneaux d'acide phénique garantiraient la santé publique des dangers qu'offrirait le voisinage de ces disciples de saint Labre et de Marie Alacoque, égarés dans un monde nouveau.

CONCLUSION

Certains lecteurs s'étonneront peut-être de ce que je n'ai pas apporté ici un système complet de société future, une cité bâtie de toutes pièces.

Je m'en serais bien gardé. D'abord parce que je ne suis pas un fabricant d'Icaries ou de « milieux libres », ensuite parce qu'il n'est pas en mon pouvoir de connaître et de résoudre les nombreux problèmes qui forment l'ensemble de la sociologie moderne ; enfin, parce que le cadre d'une brochure n'offre qu'un espace bien trop restreint pour qu'on puisse y traiter à fond la seule question de la réorganisation du travail.

Ce que nous pouvons affirmer, c'est que la Révolution sociale est — pour employer l'expression de notre ami « Un Proscrit » — *inévitable*, que nous en connaissons tous les facteurs et les déterminantes. Ce que nous pouvons envisager sans prétention ni forfanterie, c'est la façon dont on se « battra » demain ; ce qu'il nous est permis d'indiquer, ce sont les moyens violents qu'il nous faudra employer.

Mais quant à prédire l'organisation méthodique de tout un système économique, il y faut d'autant moins penser qu'il nous est impossible de prévoir à l'avance la somme de progrès qui interviendra en faveur de la transformation sociale. La Révolution peut donner *moins* que ce que nous espérons ; elle peut aussi donner *beaucoup plus* que ce que nous supposons. Ce sont les conséquences même du mouvement que nous préparons qui nous restent, en partie, inconnues.

Et puis, comme je l'ai dit au cours de cette brochure, le tout dépendra de l'évolution morale et intellectuelle de la classe ouvrière ; de sa capacité sociologique ; des procédés lents ou rapides que l'on aura mis en œuvre pour élever plusieurs générations de prolétaires au pouvoir (1) et au savoir révolutionnaires.

Préparer la Révolution c'est comme fabriquer un meuble : il y a des ébénistes habiles et intelligents qui mettent trois jours à faire une table, pendant que d'autres emploient un mois pour accomplir la même besogne.

(1) Ici le mot *pouvoir* n'est pas employé dans le sens politique pour caractériser une prise de Gouvernement.

Il y a des hommes qui préparent une révolution en quelques années, d'autres la font traîner des siècles.

Au cas où la Grève Générale surgirait demain quel serait le pouvoir de la classe ouvrière ? A mon avis tout au plus celui de réaliser une répartition plus normale du travail. C'est pourquoi je n'ai voulu envisager que cette conception, certain qu'elle peut entrer dans le domaine de la pratique. Les organismes syndicaux sont d'ores et déjà suffisamment développés pour cela. Quant à donner la solution de toutes les questions morales, éducatives, éthiques et sentimentales, j'avoue que j'y renonce, laissant ce soin aux bavards, aux énergumènes de tribune qui solutionnent toutes les questions en un discours de trois quarts d'heure.

Au lendemain de la Grève Générale les hommes devenus plus conscients et ayant enfin le temps d'étudier, les discuteront sérieusement, et alors ils pourront peut-être les résoudre.

Ce qui importe le plus pour le moment, c'est, comme l'a entrevu Kropotkine, la *conquête du pain*.

Mais pour cette première conquête, il faut des volontés et des minorités intelligentes.

Où sont-elles ? Hélas !

Pendant que rue Portefoin on prêche, on propage la plus ignoble, la plus basse, la plus avilissante théorie qui soit sortie de l'économie politique du XIXe siècle : *le Réformisme*, que se passe-t-il dans le petit Parlement de la rue du Château-d'Eau ?

Les tavernes des alentours sont remplies de « bons syndiqués » qui discutent à grand renfort de coups de poing sur le zinc. Les bureaux importants retentissent de formidables exclamations ; la grande salle est une petite Convention d'opéra-comique où des comédiens coupent des cheveux en quatre au lieu de couper des têtes.

Cependant au premier étage, il y a une porte au-dessus de laquelle est écrit ce mot : *Bibliothèque*. Franchissez cette porte.... La pièce est vide ? Non ! Deux chômeurs sont là : Le premier lit *L'Intransigeant* et l'autre *La Petite République*.

Proudhon, Marx, Stuart Mill, Malthus et Pelloutier, dormez en paix, les secrétaires des syndicats ouvriers ont oublié de dire aux chômeurs que vous étiez là !

E. GIRAULT.

Publications d'Ernest GIRAULT

En vente : 36, rue de la Montagne-Ste-Geneviève, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel, PARIS et à *l'Homme Libre*.

La Femme dans les U. P. et les Syndicats. — Etude critique du féminisme bourgeois. — Première édition.

L'exemplaire **15 centimes**, le cent, 8 fr.

Un Problème poignant. — L'aliénation mentale et les sequestrations arbitraires. — Première édition.

L'exemplaire **20 centimes,** le cent, 12 fr.

La Grève-Générale-Révolution. — Son but, ses moyens. — La Tactique. — L'Unité Ouvrière.

L'exemplaire **20 centimes.**

Science et Nature. — Réponse aux Naturiens, Végétariens et Spiritualistes. — Deuxième édition. — Quinzième mille.

L'exemplaire **10 centimes,** le cent, 6 fr.

Travailleur, tu ne voteras point! Soldat, tu ne tireras pas! — Deuxième edition.

L'exemplaire **5 centimes,** le cent, 4 fr. 50.

EN PRÉPARATION :

Le Grand Fléau : Contre l'Alcool.

La Grève des Armées.

La Cootypographie, Société Ouvrière d'Imprimerie
(Ouvriers Syndiqués)
100, rue de la République, Puteaux (Seine).

1903